Rapport

sur la situation en matière de développement durable du département de la Gironde

Synthèse 2015

Document adopté par l'Assemblée Départementale
le 20 Novembre 2015

Gironde
LE DEPARTEMENT
gironde.fr

Sommaire

1 Edito du Président p.2

2 Les grands rendez-vous mondiaux p.3

3 Fiches des vices-présidences p.4

Edito

Organisatrice de la COP 21 en décembre, la France sera pendant quelques jours scrutée par le monde entier. Au-delà des négociations diplomatiques d'ampleur internationale, ce sommet doit être l'occasion de donner une forte impulsion à la sensibilisation de tous les citoyens aux questions essentielles du développement durable.

Forêts, océans, climat, ressources, santé… Nous le savons désormais, nos modes de vie érodent et fragilisent notre planète : le temps est à l'action. Chacun d'entre nous a la possibilité de faire sa part, dans les actions de la vie quotidienne. Les institutions publiques ont, dans ce registre, le devoir de montrer l'exemple, et la capacité d'amplifier la dynamique vertueuse vers laquelle nous devons tous aller.

Si la Gironde a été reconnue en 2015 1er département écologique de France*, c'est que le développement durable est un sujet de premier ordre pour notre institution et pour notre territoire, depuis de nombreuses années. Ce rapport présente une sélection de réalisations et de projets du Département en faveur du développement durable. Un regard sur le passé, et des orientations pour l'avenir : voici le choix du Département pour illustrer la portée de son action.

Au Département, nous sommes convaincus que le développement durable ne peut être un sujet considéré de manière isolée. Il doit irriguer l'ensemble de nos politiques publiques, l'ensemble de nos projets, en visant sans cesse l'amélioration de la qualité de vie des Girondins, tout en étant les plus respectueux de notre environnement. C'est le sens de la démarche Agenda 21 de notre collectivité.

Ce sont donc nos pratiques et nos habitudes que nous devons interroger, que nous devons faire évoluer. Nos déplacements, notre consommation, notre alimentation : nombreuses sont les sources de progrès en faveur du développement durable.

Puisse ce rapport mettre en lumière les projets réalisés et à venir par notre collectivité, et constituer le terreau fertile de pratiques respectueuses de l'environnement. Nous avons été jusqu'ici responsables de la dégradation de notre planète. Nous avons la possibilité d'en devenir les protecteurs, saisissons donc cette occasion sans attendre !

Le Président du Conseil Départemental de la Gironde,

Jean-Luc GLEYZE
Conseiller Départemental du Canton Sud-Gironde

Le Palmarès de l'écologie 2015, La Vie n°3660, du 22 au 28 octobre 2015

Les Objectifs mondiaux du Développement Durable - ODD

« Les dirigeants mondiaux ont, cette année, l'occasion de remettre le monde sur la voie d'un développement inclusif, durable et résilient » - Helen Clark, Administrateur du PNUD, janvier 2015.

Au Sommet sur le développement durable le 25 Septembre 2015, les États membres de l'ONU ont adopté un nouveau programme de développement durable, qui comprend un ensemble de 17 objectifs mondiaux pour mettre fin à la pauvreté, lutte contre les inégalités et l'injustice, et faire face au changement climatique d'ici à 2030.

Les acteurs du monde entier sont coresponsables de l'atteinte de ces ODD dont les cibles et les indicateurs sont précisés.

En savoir plus : http://www.undp.org/content/undp/fr/home/mdgoverview/post-2015-development-agenda.html

Le Département de la Gironde situe son propre engagement en matière de développement durable dans une perspective de contribution à ces objectifs mondiaux. L'Agenda 21 local est un projet territorial de traduction opérationnelle au local de ces défis globaux. L'Acte 3 de l'Agenda 21 de la Gironde a été adopté en juin 2014.
Les grands rendez-vous internationaux de cette fin d 'année font directement écho à deux des principaux défis de l'Acte 3 de l'Agenda 21 de la Gironde adopté en juin 2014 : le défi Autonomie énérgétique en prise avec la COP 21, et le défi prioritaire de la Capacité alimentaire pour tous en contribution et en traduction directe des engagements mondiaux de l'exposition Universelle de Milan 2015.

Défi Autonomie énergétique (Acte3 Agenda 21)

COP 21 : Changement climatique

La France va accueillir et présider la 21e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques de 2015 (COP21/CMP11), aussi appelée « Paris 2015 », du 30 novembre au 11 décembre 2015. C'est une échéance cruciale, puisqu'elle doit aboutir à un nouvel accord international sur le climat, applicable à tous les pays, dans l'objectif de maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C. La France va donc jouer un rôle de premier ordre sur le plan international, pour rapprocher les points de vue et faciliter la recherche d'un consensus au sein des Nations unies et aussi au sein de l'Union européenne, qui occupe une place importante dans les négociations sur le climat.
En savoir plus : http://www.cop21.gouv.fr/fr

Le Département de la Gironde inscrit son Plan Climat Air Energie (PCAE), adopté en 2012, dans la contribution à l'objectif mondial de lutte contre le changement climatique. Il travaille au renforcement de son PCAE sous l'angle de la réduction des vulnérabilités du territoire au changement climatique.
Pour informer et mobiliser les citoyens et les acteurs girondins il a élaboré un programme labellisé «COP 21» par la Ministre en charge du DD.

En savoir plus : http://contribution.gironde.fr/jcms/cgw_84697/en-route-vers-la-cop21-junior-en-gironde

L'Acte 3 de l'Agenda 21 de la Gironde a été sélectionné pour participer à la grande campagne nationale «My Positive Impact» parmi les 100 solutions françaises pour le Climat présentées pour la COP 21 par la Fondation Nicolas Hulot.
Il est arrivé 31è/50 à la 2è session de vote public en juillet 2015.

Défi prioritaire : Capacité alimentaire (Acte3 Agenda 21)

Milan 2015 : Nourrir la planète

L'Exposition Universelle 2015 est consacrée à l'alimentation dans une acception large et transversale, de la graine aux déchets alimentaires.

«Si le thème de réflexion est la nourriture, celle des êtres humains en premier lieu, il s'agit aussi de celle de la planéte sur laquelle il vit.
En choisissant ce titre, l'Exposition Milan 2015 met au coeur des débats, la question du milieu d'où provient ce dont les êtres humains se nourrissent.»

Le Département de la Gironde inscrit, avec l'ensemble des partenaires et acteurs locaux, le projet alimentaire territorial au centre de son Agenda21. Cette approche est pleinement articulée avec le chantier régional de la Gouvernance alimentaire coordonné dans le cadre du Comité Régional des Agenda 21 animé par l'Etat depuis 2014.

Acte 3 de l'Agenda 21 de la Gironde
Défi N°1 : Capacité alimentaire

Les élus girondins réunis lors de 2 clubs DD des élus dédiés à cette approche transversale de l'alimentation l'année dernière ont produit en juillet 2015 une contribution au Pacte Milan 2015 portant engagement des collectivités territoriales sur le thème. Le Département de la Gironde a signé le Pacte Milan 2015 le 12 octobre.

Les vices-présidences

1. Synergies, stratégie et développement des territoires — 5

2. Valorisation du patrimoine environnemental et touristique, ports et littoral, Agenda 21 — 6

3. Jeunesse, Culture, Sport et Vie associative — 7

4. Attractivité territoriale, développement économique et du tourisme — 8

5. Habitat, logement, développement social, précarité et modes d'accueil — 9

6. Finances et fonds européens — 10

7. Autonomie, handicap et politique de l'age — 11

8. Préservation de l'environnement, gestion des risques et des ressources, infrastructures routières — 12

9. Politques de l'insertion — 13

10. Politique éducative et sociale, collèges — 14

11. Mobilités — 15

12. Citoyenneté, relations avec les usagers, communication et accès numériques — 16

13. Promotion de la santé et protection de l'enfance — 17

14. Ressources humaines, modernisation des services et dialogue social — 18

15. Patrimoine départemental — 19

1 Synergies, stratégie et développement des territoires

Commissions – 1. Interscot et politique foncière
2. Aides aux communes et aux EPCI

PERIMÈTRE

Le Département est riche de ses compétences et des politiques en faveur des solidarités humaines et territoriales qu'il conduit, dans un nombre important et diversifié de domaines. Une telle pluralité de missions implique de partager et de coordonner les approches, de décloisonner les points de vue de chaque acteur.

Aussi, par sa politique en faveur des communes et EPCI, il est garant d'une équité territoriale et d'une cohésion sociale ; et par sa politique foncière, il favorise la préservation des espaces et le développement urbain maîtrisé pour faire face à la pression démographique importante.

CHIFFRES CLÉS

542 communes

La forêt couvre **51 %** de la superficie du Département 2014

+ 16 000 habitants en 2013

2 546 demandes d'aides aux communes avec critères DD 2014

BUDGETS CLÉS

55 M€ Aides aux communes et appui à l'ingénierie

1 000 Contributions pour le livre blanc des territoires girondins

Compte administratif 2014

ÉVÉNEMENT

Lancement du dialogue territorial girondin – Jeudi 9 Juillet 2015

Jean-Luc Gleyze, Président du Conseil départemental de la Gironde, et Christine Bost, 1ère Vice-présidente chargée des synergies, de la stratégie et du développement des territoires, ont lancé le 9 juillet 2015 la nouvelle démarche de dialogue territorial du Département, lors d'une conférence qui réunissait les élus du Département, les collectivités territoriales, les associations et les forces vives girondines.

DU MONDIAL...

Objectif de développement durable

• ODD 11. « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ».

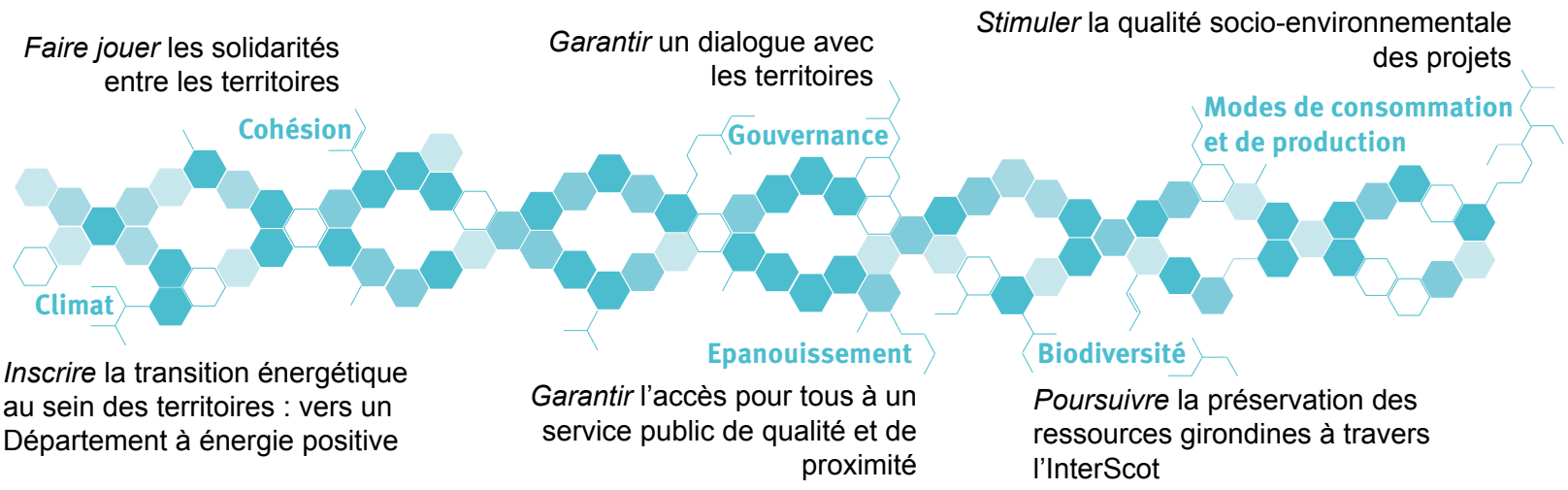
[Programme des Nations Unies pour le développement]

...AU LOCAL

Objectif Départemental

• Construire avec les territoires une vision prospective et durable pour un développement équilibré de la Gironde porteur de solidarités humaines et territoriales.

ORIENTATIONS POLITIQUES AU REGARD DES FINALITÉS DU DD



CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT VIA L'ACTE 3 DE L'AGENDA 21

QUELQUES EXEMPLES DE RÉALISATIONS RÉCENTES

Défi Prioritaire Capacité alimentaire

PPEANP

Les PPEANP sont les Périmètres de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains. Le Département a créé, en 2012, le premier PEANP de Gironde (4ème au niveau national) sur le secteur des Jalles. En 2014, le Département a lancé la réflexion sur le site Natura 2000 des bocages de Garonne pour évaluer la pertinence de créer un nouveau PEANP (1 400 ha sur 5 communes).

785 ha sur 6 communes du PPEANP des Jalles

Objectif : Bien-être pour tous

Conseils de territoire

En adoptant Gironde 2033 à l'unanimité au Budget primitif 2015, le Conseil départemental a exprimé son ambition pour une Gironde solidaire et tournée vers l'avenir, qui inscrit son action au coeur des solidarités humaines et territoriales. Afin d'identifier les perspectives d'avenir et les enjeux spécifiques aux territoires, qui se traduiront concrètement en 2016, dans les pactes territoriaux, le Département a lancé une concertation partagée et portée avec toutes les forces vives de la Gironde.

18 rencontres des conseils de territoires

Défi Mobilités choisies

Liberté de choix de ses parcours de vie (activités, habitat, transports...)

Interscot

L'InterScot est une démarche de coopération volontariste. Il favorise le partage de points de vue et la prise en compte des enjeux de mobilité dans les SCoT, en les reliant, par exemple, aux politiques d'urbanisme, de numérique et d'accès aux services.

Défi Autonomie Energétique

Aides aux communes

Le Département poursuit son accompagnement aux territoires afin de maintenir un développement harmonieux de la Gironde, et favoriser le « mieux vivre ensemble » pour tous les Girondins. Ainsi, via la politique en faveur des communes et de leurs groupements, le Département finance des projets de réhabilitation de logements sociaux communaux et de rénovation des écoles. Dans le cadre de l'aménagement durable du territoire, le département met également en place des conventions d'aménagement d'école.

148 dossiers concernés (écoles & logements communaux)

2 Valorisation du patrimoine environnemental et touristique, ports et littoral, Agenda 21

Commissions – 3. Agenda 21 et Développement durable
4. Ports et littoral

PERIMÈTRE

L'Agenda 21 (A21) du Département vise à organiser localement les conditions d'un accompagnement agile aux transitions sociales et écologiques.

Au-delà de la réponse à l'obligation légale de préservation de la qualité des sites, la politique en faveur des milieux naturels, des paysages et de la biodiversité, produit des biens et des services utiles et souvent indispensables à notre existence et notre bien-être. Elle participe également au développement territorial de la Gironde.

Le Département intervient dans la gestion et l'aménagement durable des ports de pêche et de conchyliculture.

CHIFFRES CLÉS

Réseau A21
69 collectivités (2015)

46 espaces naturels sensibles (2014)

130 000 visites au Domaine de Certes-Graveyron (2015)

14 000 m3 de sédiments stockés dans le centre de pré-traitement (2014)

BUDGETS CLÉS

1,8 M€ Gestion des ENS

131,4 M€ Plan Climat Air Energie

469 000 € Recettes d'AOT 2014

Compte administratif 2014

ÉVÉNEMENT

Cop 21 Junior - 9 octobre 2015

A l'occasion de la tenue de la 21ème conférence mondiale sur le climat (la Cop 21) au mois de décembre à Paris, le Département de la Gironde, le CRAquitaine, la Métroploe Bordelaise et le Rectorat se mobilisent et proposent aux élèves une « mini Cop 21 ». L'objectif est de permettre aux élèves de primaire, collège, lycée de valoriser et partager leurs visions et travaux / Cop 21. 600 élèves ont été réunis lors de cette journée multi-partenariale.

DU MONDIAL...

Objectifs de développement durable

- ODD 3. « Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge »,
- ODD 13. « Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions »,
- ODD 14. « Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines ».

[Programme des Nations Unies pour le développement]

...AU LOCAL

Objectifs Départementaux

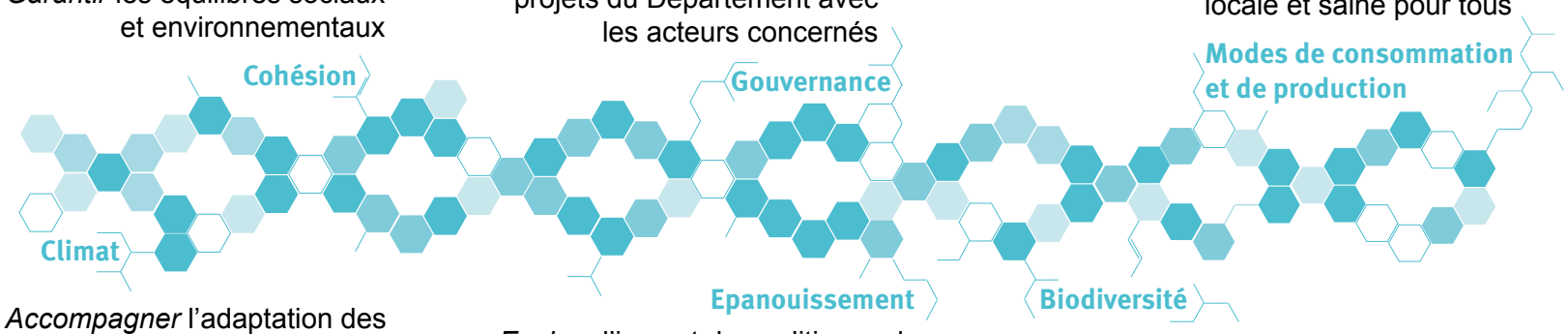
- Capitaliser sur les acquis et accéder à une recherche systématique de performance durable à la « hauteur des enjeux »,
- Mise en oeuvre du schéma des espaces naturels sensibles,
- Développer durablement le littoral girondin.

ORIENTATIONS POLITIQUES AU REGARD DES FINALITÉS DU DD

Garantir les équilibres sociaux et environnementaux

Mener la concertation des projets du Département avec les acteurs concernés

Développer une capacité alimentaire locale et saine pour tous



Accompagner l'adaptation des territoires au changement climatique

Evaluer l'impact des politiques du Département sur l'amélioration du Bien-être territorial

Développer les espaces naturels sensibles et leurs accès publics : connaître, faire connaître, agir.

CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT VIA L'ACTE 3 DE L'AGENDA 21

QUELQUES EXEMPLES DE RÉALISATIONS RÉCENTES

Défi Prioritaire Capacité alimentaire

Club développement durable des élus

Le club développement durable des élus est un réseau facilitateur de la mise en place de projets territoriaux durables et participatifs. En 2014, la 19ème rencontre du club a posé les fondements d'une charge de coresponsabilité concernant la capacité alimentaire pour tous en Gironde.

280 membres
4 rencontres par an

Objectif : Bien-être pour tous

Participation citoyenne

Le 19 décembre 2014, l'assemblée départementale a adopté à l'unanimité la première « Politique départementale de participation citoyenne ». La collectivité s'engage à systématiser le questionnement préalable au lancement de tout projet ou politique visant à intégrer le niveau de participation le plus ambitieux et le plus adapté. Le Département poursuit ainsi son ambition de permettre à tous les girondins sans distinction de trouver leur place et leur pleine légitimité dans le processus de construction des décisions qui les concernent.

6 260 critères de bien-être définis par les citoyens

Défi Mobilités choisies

Liberté de choix de ses parcours de vie (activités, habitat, transports...)

Espaces naturels avec un guide

D'avril à décembre, le Département accompagne les visiteurs gratuitement dans la découverte des 80 espaces naturels phares de la Gironde. Le Département soutient également des actions d'animation menées par des structures professionnelles en matière d'éducation à l'environnement.

50 000 visiteurs accueillis par des guides naturalistes

Défi Autonomie Energétique

Plan Climat Air Energie (PCAE)

Le PCAE est un programme d'actions définissant des mesures permettant de lutter contre le changement climatique et de s'adapter à ses effets. Environ 70% des Directions du Département contribuent aux 91 actions du Plan Climat. Une actualisation à mi-parcours du Plan Climat est prévue pour 2016 en développant fortement le volet de l'adaptation au changement climatique.

+ 1,2° en Gironde depuis 15 ans

3 Jeunesse, culture, sport et vie associative

Commissions – 5. Culture
6. Sport et vie associative
7. Jeunesse

PÉRIMÈTRE

Cultiver la curiosité en privilégiant l'accessibilité, sous toutes ses formes, dans la mise en place des politiques départementales culturelle, sportive, Vie associative et Jeunesse. Ainsi, sa politique culturelle est partagée avec les territoires autour de la lecture, des patrimoines, de la vie artistique. De même sa politique sportive vise à permettre à tout Girondin un accès à des clubs de proximité. Son engagement sur la vie associative favorise le bénévolat et la capacité d'agir. Ses politiques Jeunesse visent à contribuer à la réduction des inégalités en accompagnement les jeunes vers leur autonomie et leur accomplissement.

CHIFFRES CLÉS

Scènes d'été **500** spectacles 2015

Dispositifs d'animations **900** éducateurs sportifs 2015

2 000 associations soutenues 2014

+ de **100** collègiens membres du Conseil Départemental des Jeunes

Près de **4 600** jeunes rencontrés par des éducateurs de rue 2014

21 CAP 33
+ de **180 000** Girondins bénéficiaires 2015

BUDGETS CLÉS

10 000 H de travail artistes et techniciens dans les scènes d'été

60 emplois de bibliothècaires soutenus depuis 2008

609 éducteurs sportifs mobilisés pour CAP 33

ÉVÉNEMENT

6ème Forum Départemental de la vie associative - Vendredi 6 février 2015

Au-delà des aides financières, le Département soutient les acteurs associatifs locaux et les porteurs de projets sur l'ensemble du territoire girondin au travers d'un accompagnement technique et d'une expertise. Chaque année, l'institution organise un forum, rassemblant environ 300 acteurs associatifs girondins. Cette année, ce moment d'échange avec des experts nationaux, avait pour thème l'engagement associatif des jeunes.

DU MONDIAL...

Objectifs de développement durable

• ODD 4. « Garantir une éducation de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous ».

[Programme des Nations Unies pour le développement]

...AU LOCAL

Objectifs Départementaux

• Inscrire les politiques culturelle, sportive, vie associative et jeunesse dans les pactes territoriaux,
• Développer et promouvoir le sport et ses acteurs en faveur de la santé,
• Favoriser et soutenir le développement de la vie associative, créatrice de lien social, et encourager la prise de responsabilité et la capacité d'agir des citoyens,
• Contribuer à l'autonomie des jeunes par des politiques d'insertion et de prévention, d'accompagnement,
• Accompagner vers la citoyenneté.

ORIENTATIONS POLITIQUES AU REGARD DES FINALITÉS DU DD

Garantir le lien social de tous : mieux vivre ensemble

Associer l'ensemble des acteurs locaux et des publics dès le démarrage des projets

Encourager les organisateurs de manifestations à s'orienter vers l'éco-responsabilité

Encourager la construction des équipements publics à énergie positive

Rendre accessible à tous les pratiques sportives, culturelles, citoyennes
Garantir l'accessibilité des droits pour tous

Sensibilisation aux enjeux environnementaux
Intégrer les enjeux de paysage au sein du patrimoine

CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT VIA L'ACTE 3 DE L'AGENDA 21

QUELQUES EXEMPLES DE RÉALISATIONS RÉCENTES

Défi Prioritaire Capacité alimentaire

Fonds d'aide aux jeunes (FAJ)

Ce dispositif départemental d'aides financières est destiné à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Le cas échéant, il permet d'accorder des recours temporaires pour répondre à des besoins d'urgence des jeunes.

FAJ
1 554 aides attribuées
261 000 €

Défi Mobilités choisies

Liberté de choix de ses parcours de vie (activités, habitat, transports...)

Proximité des manifestations, des équipements sportifs et culturels

Afin de permettre l'accessibilité à la culture et aux sports pour le plus grand nombre, le Département favorise la proximité des manifestations et des équipements sportifs et culturels sur l'ensemble des territoires girondins.

+ de **1 000** clubs sportifs de proximité aidés dans leur développement

Objectif : Bien-être pour tous

Acte II du Manifeste pour la Jeunesse

L'acte II du Manifeste pour la Jeunesse est la feuille de route pour le lancement d'une nouvelle dynamique en faveur de la politique jeunesse. Afin de mieux connaître les Girondins de 11 à 25 ans et leurs modes de vies, le Département a lancé une consultation en ligne, enquête simple, et vingt ateliers de paroles, de mai à fin juillet 2015.

~ **4 700** participants & + de **300** partenaires jeunesse consultés

Défi Autonomie Energétique

Soutien aux investissements en faveur des économies d'énergie

Le Département, par son règlement d'intervention des équipements culturels, soutient financièrement les foyers polyvalents ayant des travaux d'économie d'énergie. Cette participation se fait sur devis et présentation des travaux réalisés.

4 Attractivité territoriale, développement économique et du tourisme

Commissions – 8. Politique et économie touristiques
9. Agriculture, mer et forêt
10. Développement économique

PÉRIMÈTRE

La politique en faveur du tourisme s'appuie sur un plan d'actions portant sur l'oenotourisme et l'itinérance douce.

La politique pour le développement économique de l'agriculture, la viticulture et la sylviculture a pour enjeux d'accompagner la création d'emplois dans les territoires ruraux et de renforcer le développement durable.

La politique économique s'oriente vers l'émergence d'initiatives de l'Economie sociale et solidaire responsable, formalisé dans un «Livre blanc de l'ESS» ainsi que vers le maintien d'activités et de services au cœur des bassins de vie.

CHIFFRES CLÉS

Tourisme
23 000 emplois en saison

Bio
645 exploitations (2014)

6,2 % de surface agricole utile en bio (2014)

Territoire BIO engagé

CREAG 33
7 entreprises soutenues trophées 2014

ESS
5 000 établissements employeurs (2014)

BUDGETS CLÉS

8,7 M€ Tourisme

3,3 M€ Agriculture

1,1 M€ Dispositif CREAGIR33

Compte administratif 2014

ÉVÉNEMENT

Présentation du livre blanc de l'ESS - Mardi 4 novembre 2014

Le Département a présenté le livre blanc de l'ESS lors de la seconde conférence départementale de l'ESS réunissant acteurs et élus locaux. Fruit d'une réflexion participative avec les acteurs de février à juillet 2014, ce document dresse un état des lieux et propose des pistes de développement afin de renforcer le soutien aux acteurs locaux de l'ESS.

DU MONDIAL...

Objectifs de développement durable

• ODD 2. « Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable »,
• ODD 8. « Promouvoir croissance économique soutenue, plein emploi productif et travail décent pour tous ».

[Programme des Nations Unies pour le développement]

...AU LOCAL

Objectifs Départementaux

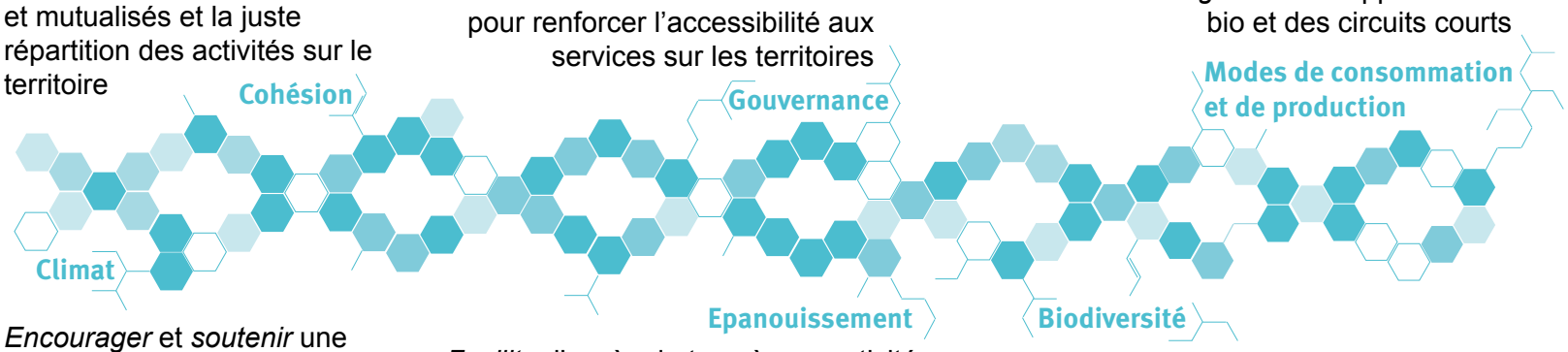
• Développer des pratiques agricoles durables,
• Mettre en œuvre le Plan d'Action Tourisme,
• Valoriser les ressources et organiser l'occupation de l'espace,
• Susciter l'innovation sociale et l'appui aux démarches solidaires.

ORIENTATIONS POLITIQUES AU REGARD DES FINALITÉS DU DD

Développer les emplois locaux et mutualisés et la juste répartition des activités sur le territoire

Mobiliser l'ensemble des acteurs pour renforcer l'accessibilité aux services sur les territoires

Encourager le développement du bio et des circuits courts



Encourager et *soutenir* une économie décarbonnée et adaptée au changement climatique

Faciliter l'accès de tous à une activité par des actions d'insertion et d'inclusion

Accompagner les acteurs vers des pratiques respectueuses de la santé et de l'environnement

CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT VIA L'ACTE 3 DE L'AGENDA 21

QUELQUES EXEMPLES DE RÉALISATIONS RÉCENTES

Défi Prioritaire
Capacité alimentaire

Circuits courts & agriculture bio

L'approvisionnement en circuits courts se trouve au croisement de plusieurs politiques départementales. L'accès à une nourriture saine et locale pour l'ensemble des consommateurs et dans la restauration collective sont une priorité, y compris pour la filière pêche.

90 AMAP & 2 500 familles adhérentes

Objectif : Bien-être pour tous

Création & développement d'activités

Le Département facilite l'accès des personnes aux outils économiques leur permettant de créer leur propre emploi par la création d'entreprise ou d'assurer la pérennité de leur structure via le dispositif CREAGIR33 et CREAG33. Au titre de l'année 2014, 155 entreprises ont été aidées, favorisant ainsi la création de 412 emplois. Plus de 80% des porteurs de projet sont installés dans des territoires ruraux, 63% étaient demandeurs d'emploi au moment de la création, 4% bénéficiaires du RSA. 35% étaient des femmes.

Sur la période 1996 / 2014 6451 emplois créés ou préservés

Défi
Mobilités choisies
Liberté de choix de ses parcours de vie (activités, habitat, transports...)

Itinérance douce

L'itinérance douce est un élément clé du tourisme de proximité. Elle est intermodale et rassemble le tourisme de randonnée, cyclable, fluvial et équestre. Elle s'appuie sur le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (4 300kms de sentiers de randonnées) et sur un réseau de pistes cyclables de qualités (350kms).

33 circuits thématiques départementaux en cours de création

Défi
Autonomie Energétique

Filière forestière & bois énergie

La forêt couvre environ la moitié de la surface du département. La Gironde concentre 30 % des exploitations forestières et 25 % des scieries de la Région. Promouvoir l'usage du bois comme énergie, soutenir les organismes professionnels forestiers, diversifier les essences, développer le bois construction et l'utilisation du bois dans les matériaux composites, telle est l'action du Département auprès des acteurs.

56 dossiers de boisements soutenus (2013 /2014)

5 Habitat, logement, développement social, précarité et modes d'accueil

Commissions – 11. Développement social et Modes d'accueil
12. Habitat et logement

PÉRIMÈTRE

L'action sociale et solidaire départementale vise à répondre quotidiennement aux différentes formes d'inégalités et d'exclusion, et à soutenir les personnes qui aujourd'hui ne peuvent plus faire face à leurs difficultés du fait de leur situation économique ou d'un accident de la vie.

Le Département mobilise ses compétences pour la solidarité humaine et territoriale au croisement de l'aménagement du territoire, du développement économique et du développement durable.

CHIFFRES CLÉS

1 886 logements sociaux financés 2014

38 centres sociaux
50 associations 2014

200 actions soutenues
Développement social 2014

Petite enfance
40 000 places d'accueil 2015

BUDGETS CLÉS

6,9 M€
Développement social & lutte contre la précarité

1,6 M€
Petite enfance & Modes d'accueil

23 M€
Habitat
Compte administratif 2014

ÉVÉNEMENT

Journée des épiceries sociales et solidaires de la Gironde – Jeudi 29 Janvier 2015

Cette journée sur le thème de « Précarité et gestion d'un budget familial : une créativité nécessaire pour des ménages mis à l'épreuve » a permis de creuser la question clé du « reste à vivre » des ménages et de conforter le réseau des épiceries sociales et solidaires en Gironde.

DU MONDIAL...

Objectifs de développement durable

• ODD 1. « Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde »,
• ODD 11. « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ».

[Programme des Nations Unies pour le développement]

...AU LOCAL

Objectifs Départementaux

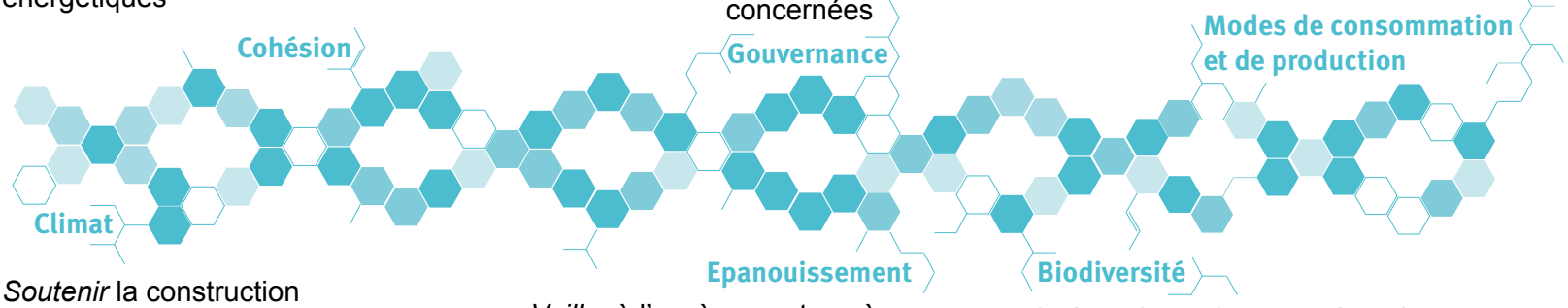
• Renforcer et ancrer la politique de développement social sur les territoires, en particulier en favorisant le développement des épiceries solidaires et les espaces de vie sociale,
• Développer la politique d'urbanisme, de logement et d'habitat social à partir du Plan Départemental de l'Habitat.

ORIENTATIONS POLITIQUES AU REGARD DES FINALITÉS DU DD

Prévenir les vulnérabilités énergétiques

Généraliser la co-construction des solutions avec les parties concernées

Garantir l'accès à une alimentation saine et équilibrée pour tous



Soutenir la construction et la réhabilitation à haute performance énergétique des logements

Veiller à l'accès pour tous à un logement digne et aux conditions d'un mieux vivre ensemble

Intégrer les enjeux santé environnement dans l'ensemble des politiques

CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT VIA L'ACTE 3 DE L'AGENDA 21

QUELQUES EXEMPLES DE RÉALISATIONS RÉCENTES

Défi Prioritaire
Capacité alimentaire

Développement social et aide alimentaire

Au titre du plan départemental pour l'égalité et l'accès aux droits, le Département finance, entre autre, des épiceries sociales et solidaires ayant une démarche de circuits courts. Au-delà de l'accompagnement financier, le Département apporte un appui technique et de l'ingénierie à ces structures, et anime le réseau institutionnel des épiceries sociales et solidaires.

11 épiceries sociales & solidaires soutenues

Objectif : Bien-être pour tous

Plan Départemental de l'Habitat (PDH) 2015 - 2020

Visant l'équité territoriale et l'accès au logement pour tous, le PDH constitue le trait d'union entre les solidarités, territoriales et humaines, sur le volet essentiel du quotidien des Girondins, le logement et plus largement l'habitat. En actions, les 3 piliers du PDH sont :
- le développement du parc public,
- l'amélioration du parc privé,
- l'accompagnement des publics dans leurs parcours résidentiels dans et vers le logement.

6 cahiers de territoire
23 actions

Défi
Mobilités choisies
Liberté de choix de ses parcours de vie (activités, habitat, transports...)

Modes d'accueil : cellule ressource handicap

La cellule ressource handicap est composée d'un médecin et d'une puéricultrice à mi-temps, cette cellule accompagne les familles afin de :
- favoriser l'accueil en milieu ordinaire,
- d'aider les professionnels des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) à accueillir un enfant porteur de handicap ou de maladie chronique.

26 EAJE et **200** professionnels accompagnés

Défi
Autonomie
Energétique

Fonds Solidarité Logement (FSL)

Le FSL, financé à 66% (6,750 M€) par le Département, intervient auprès des publics relevant du Plan Départemental d'Actions pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD), essentiellement les personnes bénéficiant de minima sociaux ou de faibles revenus et celles en situation de surendettement. Le FSL est intervenu à hauteur de 2,8 M€ pour aider des ménages en précarité énergétique. 6 763 aides ont été accordées.

210 diagnostics Energie & Eau

6 Finances et fonds européens

PÉRIMÈTRE

Construire et faire partager une stratégie financière pluriannuelle, garantir les modes de financement des politiques publiques, contribuer au développement des outils de pilotage, garantir une exécution budgétaire fiable et de qualité et piloter et partager la culture et la fonction financière.

Le Département est impliqué dans la gestion et le suivi des programmes européens depuis 1994 et participe à leur préparation, leur rédaction et leur mise en oeuvre. Il est membre des comités de suivi et des comités de programmation et cofinance la réalisation de plusieurs centaines de projets.

CHIFFRES CLÉS

18,7/20 qualité des comptes « scoring » du Trésor Public 2014

Garanties d'emprunts 748 logements sociaux 2014

143 logements sociaux réservés aux travailleurs sociaux 2014

BUDGET CLÉ

12 M€
FSE inclusion
Programmation
2014 - 2020

ÉVÉNEMENT

Séance plénière et vote du Budget Supplémentaire 2015

Pour la première fois, les échanges de cette séance plénière étaient diffusés en direct sur le site internet du Département.

DU MONDIAL...

Objectif de développement durable

• ODD 8. « Promouvoir croissance économique soutenue, plein emploi productif et travail décent pour tous »,
• ODD 17. « Renforcer les moyens du partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser ».

[Programme des Nations Unies pour le développement]

...AU LOCAL

Objectifs Départementaux

• Construire et faire partager une stratégie financière claire préservant les équilibres financiers et garantissant la qualité de signature du Département démontrée par sa notation financière,
• Formaliser les partenariats stratégiques dans le cadre des programmes opérationnels et du Contrat de Plan Etat-Région (CPER).

ORIENTATIONS POLITIQUES AU REGARD DES FINALITÉS DU DD

Citoyenneté

Les orientations budgétaires, avant d'être un acte administratif, sont avant tout une orientation politique. Le Département de la Gironde entend faire de la citoyenneté un axe premier, notamment dans la construction de ses orientations budgétaires.

Développement durable, solidarité humaine & solidarité territoriale

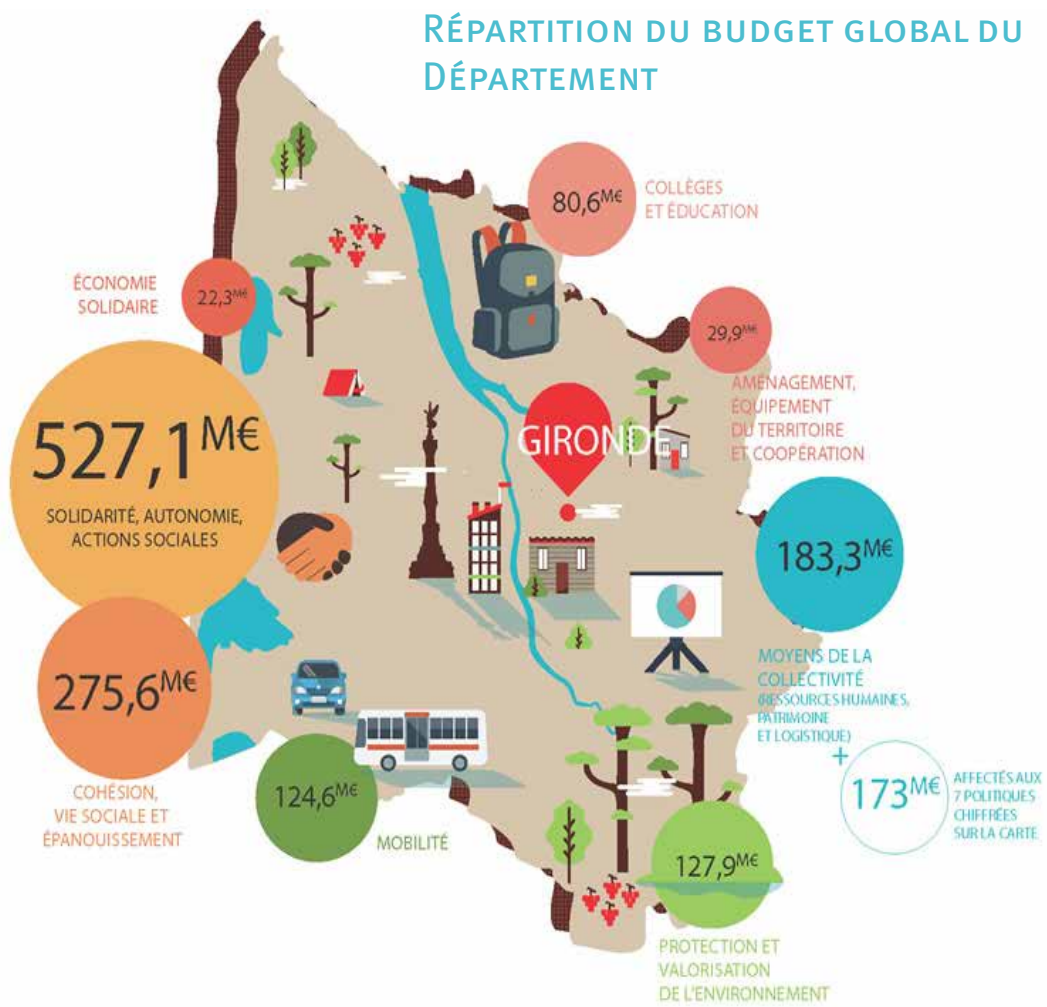
Le Département s'engage dans une politique volontariste de territorialisation de ses interventions. A ce titre, les 5 finalités du développement durable feront l'objet d'une attention et d'un suivi dans une contractualisation adaptée à la réalité de chaque territoire girondin.

CONTRIBUTION FINANCIÈRE DU DÉPARTEMENT

Coefficient départemental de solidarité : politique de péréquation de la ressource publique

Depuis 2012, toutes les subventions à l'investissement et au fonctionnement des communes et des communautés, sont modulées en tenant compte de 3 critères objectifs simples, lisibles et incontestables qui se différencient selon qu'il s'agit d'une commune ou d'une communauté. Pour les communes, il intègre le potentiel financier des ménages, le revenu par habitant et l'effort fiscal.

Répartition du budget global du Département



Stratégie Europe 2020

Europe 2020 est la stratégie de croissance que l'Union européenne a adoptée pour les dix années à venir. Dans un monde en mutation, l'Union doit devenir une économie intelligente, durable et inclusive. Concrètement, l'Union européenne a fixé cinq objectifs ambitieux à atteindre d'ici 2020 en matière d'emploi, d'innovation, d'éducation, d'inclusion sociale et d'énergie, ainsi que de lutte contre le changement climatique. Cette stratégie se décline donc dans la totalité des aides financières de l'Union Européenne en Gironde.

7 Autonomie, handicap et politique de l'âge

Commissions – 14. Politique du handicap et de l'inclusion
15. Politique de l'âge

PÉRIMÈTRE

L'action en faveur des personnes en situation de handicap mobilise le Département afin de garantir le libre choix de leur projet de vie à domicile ou en établissement et leur permettre une participation effective à la vie sociale, en généralisant l'accessibilité.

L'action en faveur des personnes âgées mobilise le Département sur les besoins et attentes des aînés au niveau de leur sécurité, leur protection, leur libre choix de vie, leur maintien à domicile, mais aussi de la coordination des services d'aide à domicile, réponses de proximité, accueil familial, professionnalisation des intervenants, qualité des établissements...

CHIFFRES CLÉS

9,7 % des personnes âgées de 60 ans et + bénéficient de l'APA (2014)

2 / 3 des EHPAD sont habilités à l'aide sociale

5 540 personnes en situation de hadicap bénéficient de la PCH (2014)

3 340 places d'accueil pour adultes en situation de handicap (2014)

BUDGETS CLÉS

182 M€ Aides aux aînés

189 M€ Aides aux personnes en situation de handicap

Compte administratif 2014

ÉVÉNEMENT

Culture accessible

Le Département conduit une politique visant à faciliter l'accès des personnes en situation de fragilité ou de handicap aux pratiques et aux lieux culturels. La participation de tous les publics à la vie culturelle constitue un enjeu de citoyenneté et de démocratisation culturelle. En 2014, 34 projets culturels ont été accompagnés au sein des EHPAD, des établissements pour personnes handicapées et des MDSI.

DU MONDIAL...

Objectifs de développement durable

• ODD 3. « Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge »,
• ODD 11. « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ».

[Programme des Nations Unies pour le Développement]

...AU LOCAL

Objectifs Départementaux

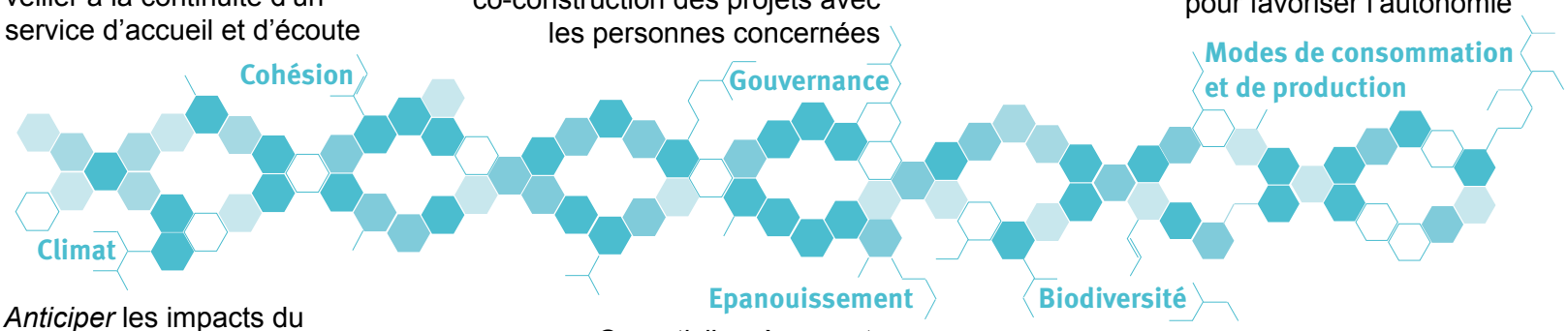
• Garantir le libre choix de vie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, et le respect de leur citoyenneté,
• Renforcer le lien social,
• Garantir la qualité de l'accueil en établissement et services.

ORIENTATIONS POLITIQUES AU REGARD DES FINALITÉS DU DD

Renforcer les liens entre les territoires et les acteurs pour veiller à la continuité d'un service d'accueil et d'écoute

Généraliser la concertation et la co-construction des projets avec les personnes concernées

Accompagner les usages numériques pour favoriser l'autonomie



Anticiper les impacts du changement climatique sur les publics les plus vulnérables

Garantir l'accès pour tous à la liberté de choix de ses parcours de vie

Intégrer les enjeux santé-environnement dans les plans et schémas du Département

CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT VIA L'ACTE 3 DE L'AGENDA 21

QUELQUES EXEMPLES DE RÉALISATIONS RÉCENTES

Défi Prioritaire Capacité alimentaire

Aides à domicile et alimentation saine

Pour aider les plus de 60 ans à se maintenir en forme, il est important qu'ils puissent maintenir ou adopter une alimentation équilibrée et une activité physique régulière. Le Département a ainsi diffusé des fiches de pratiques respectueuses d'une alimentation de bonne qualité.

7 fiches
121 intervenants formés

Objectif : Bien-être pour tous

Lancement du Pôle solidarité autonomie

Le Pôle Solidarité Autonomie (PSA) s'inscrit dans le projet global de Solidarité 2013. Il réunira la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) et la Direction des Actions des Personnes Agées et des personnes Handicapées (DAPAH). Ce projet doit permettre de mieux répondre aux besoins des personnes âgées et personnes handicapées (proximité de l'accueil, simplification de démarches administratives, mise en œuvre de nouveaux services numériques,…).

105 135 accompagnements individuels adaptés en 2014

Défi Mobilités choisies

Liberté de choix de ses parcours de vie (activités, habitat, transports...)

Dom Assist

Le projet Dom Assist du Département vise au développement des objets communicants à domicile pour rompre l'isolement et renforcer le lien social des personnes âgées. La solution Dom Assist a été installée sur trois territoires impliqués dans l'analyse des besoins numériques des personnes âgées :
- la commune de Bruges,
- le Syndicat d'aide à domicile de Camblanes, et
- la communauté de communes de Grignols-Captieux.

24 foyers pilotes pour les personnes de + de 80 ans

Défi Autonomie Energétique

L'énergie et l'eau : guide à destination des EHPAD (Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes)

Depuis 2015, le Département met à disposition des établissements médico-sociaux un guide pour les accompagner dans la prise en compte des exigences de confort, de maîtrise de l'énergie, des gaz à effet de serre et de l'eau.

8 EHPAD accompagnés en audit approfondi

8 Préservation de l'environnement, gestion des risques et des ressources, infrastructures routières

Commissions – 16. Politique de l'eau et des déchets
17. Infrastructures routières

PÉRIMÈTRE

La politique de l'eau vise à la préservation de la ressource, l'accompagnement à l'optimisation de la gestion et intervient dans l'amélioration de la qualité de l'eau.

La politique des déchets vise à planifier la gestion des déchets, à soutenir l'amélioration des services aux Girondins et à sensibiliser les publics à la prévention des déchets.

La politique de gestion et de modernisation du réseau routier vise à assurer la sécurité des déplacements, proposer une mobilité durable et améliorer l'intermodalité.

La politique du risque vise à prévenir et à intervenir sur tout risque majeur naturel ou technologique notamment par la lutte contre les inondations.

CHIFFRES CLÉS

6 500 kms de routes départementales

Perte réseaux **- 30 %** des eaux prélevées dans les nappes profondes

- 9,9% d'ordures ménagères résiduelles par habitant (2009-2013)

46 % des déchets sont valorisés

2014

BUDGETS CLÉS

6,5 M€ Travaux routiers

770 000 € + 3,9 ETP Déchets

Compte administratif 2014

ÉVÉNEMENT

Appel à initiatives « déchets du bâtiment »

Pour répondre à la demande des professionnels du secteur du bâtiment d'expérimenter des offres prépayées de collecte et de traitement, le Département de la Gironde a lancé un appel à initiatives pour faire émerger des offres de services simplifiées à destination des professionnels du bâtiment qui permettent une optimisation de la gestion des déchets.

DU MONDIAL...

Objectifs de développement durable

• ODD 6. « Garantir l'accès de tous à l'eau, l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau »,
• ODD 13. « Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions ».

[Programme des Nations Unies pour le développement]

...AU LOCAL

Objectifs Départementaux

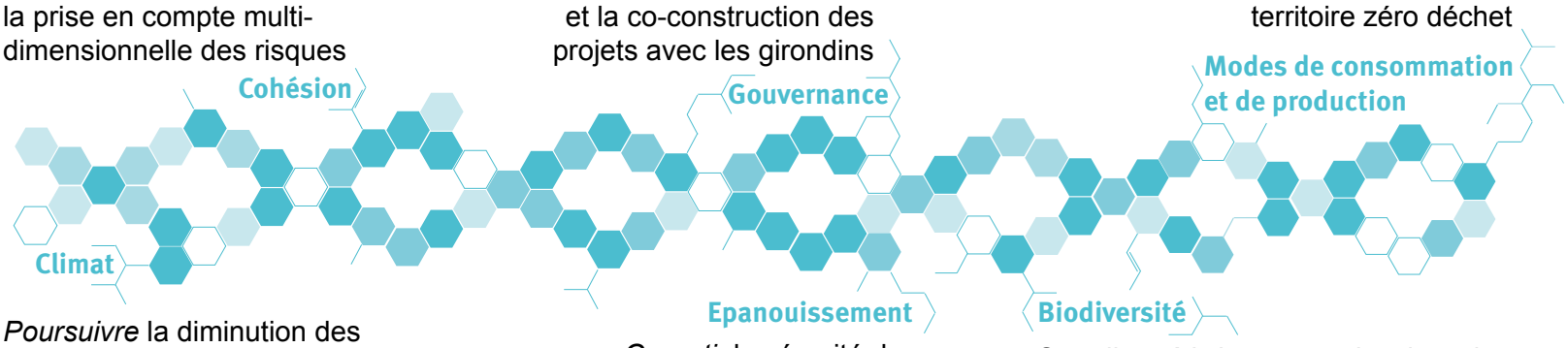
• Développer une ingénierie de l'eau au service des collectivités,
• Réduire la production de déchets en Gironde, développer le recyclage et le réemploi,
• Améliorer la relation entre girondins et entre territoires (mobilité durable, sécurité, accessibilité),
• Prendre en compte les risques existants dans la gestion des équipements et des services.

ORIENTATIONS POLITIQUES AU REGARD DES FINALITÉS DU DD

Développer la culture et la prise en compte multi-dimensionnelle des risques

Généraliser la concertation et la co-construction des projets avec les girondins

Faciliter la mise en place d'un territoire zéro déchet



Poursuivre la diminution des émissions de gaz à effet de serre

Garantir la sécurité des déplacements des girondins

Contribuer à la bonne gestion des rejets d'assainissement afin de préserver la qualité des milieux récepteurs

CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT VIA L'ACTE 3 DE L'AGENDA 21

QUELQUES EXEMPLES DE RÉALISATIONS RÉCENTES

Défi Prioritaire Capacité alimentaire

Aménag'eau

En janvier 2013, le Département a lancé la mission d'Assistance territoriale sur l'AMÉNAGement du territoire et l'EAU. Son objectif est de promouvoir et d'alimenter le dialogue entre les acteurs sur les données de contexte à l'échelle des territoires pour intégrer l'eau dans tous ses états dans les projets d'aménagement.

51 analyses de PLU en 2014

Objectif : Bien-être pour tous

Politique du risque

La Gironde est soumise à plusieurs risques, ceux résultant d'un événement singulier tel qu'un fait atmosphérique ou une pollution accidentelle et ceux provenant d'actions délétères et progressives. Dans tous les cas, un risque est susceptible d'altérer le cadre de vie, l'air, les milieux aquatiques, le sol, le sous sol et d'impacter les biens et les personnes.
Afin d'appréhender ces risques en Gironde, le Département protège et valorise son territoire.

454 communes sont exposées à au moins 2 risques majeurs

Défi Mobilités choisies

Liberté de choix de ses parcours de vie (activités, habitat, transports...)

Déchèteries et numérique

Le Département est à l'origine du projet « 6element ».
L'objectif est de développer un service numérique informant les usagers sur l'affluence en déchèteries et sur la disponibilité des bennes (en temps réel et de façon prédictive) afin de fluidifier l'accès en déchèteries et d'optimiser les flux.

89 déchèteries en Gironde

Défi Autonomie Energétique

Voirie et réduction des émissions de gaz à effet de serre

En Gironde, les acteurs publics et privés de la voirie ont signé une « Convention d'engagement volontaire » assortie d'objectifs chiffrés à horizon 2020. Pour réduire la consommation d'énergie, les enrobés tièdes ou à froid sont favorisés (entre 15% et 20% d'économie d'énergie). Lors des appels d'offres, le Département note la performance énergétique des propositions d'entreprises et invite aux variantes environnementales.

90% des produits routiers sont des enrobés tièdes

Périmètre

Les politiques d'insertion demeurent le pari de l'emploi et de la lutte contre la précarité. Pour atteindre cet objectif, le Département, chef de file en la matière, instaure un processus visant à repenser les modes d'intervention de l'action publique. En créant une synergie entre toutes les parties prenantes – responsables économiques, publics porteurs de politiques sectorielles, milieux associatifs et personnes en difficulté, il privilégie une intervention collective, concertée fondée sur les principes de coresponsabilité et de co-engagement. Il entend faire évoluer ces politiques vers une approche plus transversale permettant la mise en cohérence de différents dispositifs et politiques, dans une logique de cohésion sociale.

Chiffres clés

101 803 bénéficiaires du RSA 2014

100 000 heures d'insertion des marchés publics 2014

184 000 girondins vivent sous le seuil de pauvreté 2014

70 structures d'insertion par l'activité économique

Budgets clés

199 M€ Allocation RSA

11 M€ Dispositif d'insertion et d'inclusion

Compte administratif 2014

Événement

Signature du Pacte Territorial d'Insertion 2015-2017

Le 5 janvier 2015 a été signé le nouveau Pacte Territorial d'Insertion (PTI) 2015-2017 entre les douze représentants de collectivités ou structures compétentes en matière d'insertion en responsabilité.
Une élaboration ouverte à laquelle ont travaillé de nombreux et différents contributeurs (environ 150) à travers plus de 50 ateliers. Un mode de travail tout à fait inédit en Gironde comme en France.

DU MONDIAL...

Objectif de développement durable

• ODD 1. « Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde ».

[Programme des Nations Unies pour le développement]

...AU LOCAL

Objectifs Départementaux

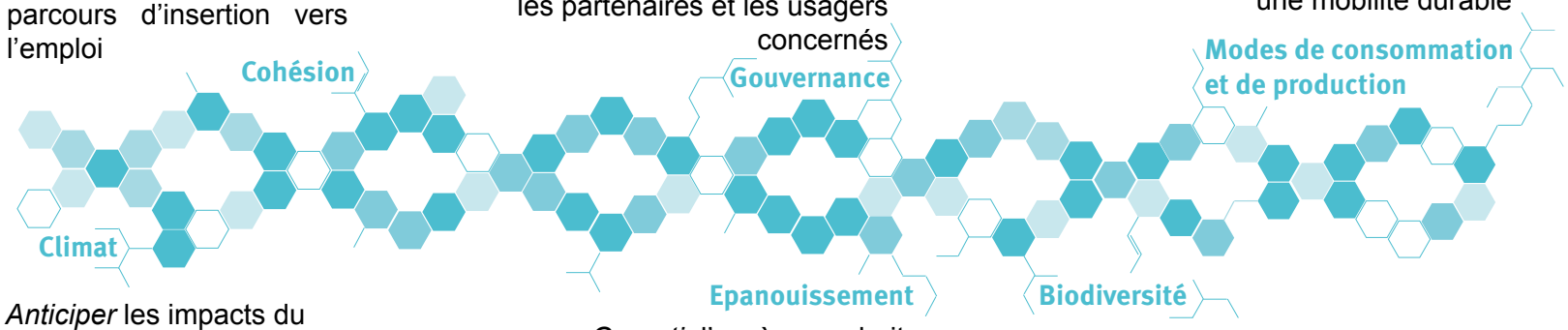
• Garantir l'accès aux droits fondamentaux des personnes en situation de précarité,
• Réunir les conditions de réussite de l'insertion professionnelle des personnes en situation de précarité,
• Renouveler les modes de gouvernance.

ORIENTATIONS POLITIQUES AU REGARD DES FINALITÉS DU DD

Mieux accompagner les liens entre les territoires et les acteurs pour des parcours d'insertion vers l'emploi

Poursuivre la concertation et la co-construction des projets avec les partenaires et les usagers concernés

Permettre l'accès pour tous à une mobilité durable



Anticiper les impacts du changement climatique sur les publics les plus vulnérables

Garantir l'accès aux droits fondamentaux

Relayer les informations sur les enjeux de santé-environnementale

CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT VIA L'ACTE 3 DE L'AGENDA 21

QUELQUES EXEMPLES DE RÉALISATIONS RÉCENTES

Objectif : Bien-être pour tous

Programme Départemental d'Insertion, 2014-2020

Ce nouveau document de référence définit la politique départementale d'accompagnement social et professionnel au regard des besoins d'insertion recensés et de l'offre d'insertion locale déjà existante. La déclinaison opérationnelle de ce programme est appelé le Pacte Territorial d'Insertion (PTI).

+ de 100 actions concrètes

Défi Prioritaire Capacité alimentaire

Actions d'Insertion autour de l'alimentation

Le Département soutient par l'attribution d'aides financières des structures d'insertion par l'activité économique autour de l'alimentation. L'institution favorise les structures ayant une démarche alimentaire durable (circuits courts, agriculture biologique, etc.).

5 structures soutenues

Défi Mobilités choisies

Liberté de choix de ses parcours de vie (activités, habitat, transports...)

Plateforme de mobilité d'insertion

Le Département s'est engagé dans une politique forte autour de la mobilité des publics contraints. Le Département a ainsi souhaité développer une politique spécifique pour les publics en insertion en mettant l'accent sur des actions permettant de co-construire, avec les territoires, une politique de mobilité transversale, coordonnée, lisible et pérenne. Pour cela, il lance des appels à projets pour « la mise en place de plateformes mobilités » sur les territoires.

2 plateformes de mobilité

550 personnes

Défi Autonomie Energétique

Précarité énergétique

Dans la lutte contre la précarité énergétique, le Département a mis en place un appel à projet « précarité énergétique » sur les territoires ruraux en limite de Département, « couloir de la pauvreté ». Cinq structures ont été retenues afin de réaliser des diagnostics, des ateliers et des orientations vers des systèmes opérationnels d'aides existantes.

22 ateliers & **111** diagnostics

PÉRIMÈTRE

L'Education constitue l'une des grandes priorités du Département car c'est un enjeu primordial pour l'avenir de nos concitoyens. Elle constitue l'élément indispensable d'une intégration sociale réussie. Elle passe par la mise en oeuvre d'une politique fondée sur l'égal accès de tous les jeunes aux savoirs et l'amélioration continue des conditions d'enseignement des collégiens, en partenariat étroit avec l'Education Nationale. Le département œuvre chaque jour pour offrir à tous les collégiens un environnement et des moyens propices aux apprentissages, favoriser la citoyenneté, l'ouverture au monde, et le savoir vivre ensemble, garantir l'équité et la solidarité au bénéfice de chaque élève.

CHIFFRES CLÉS

104 collèges
60 005 élèves (2014)

34 collèges accompagnés Agenda 21 (2014)

10 450 bourses attribuées aux collèges (2014)

697 projets éducatifs soutenus (2014)

50 000 repas par jour financés au 2 / 3 (2014)

BUDGETS CLÉS

1,2 M€ Optimisation & diversification des énergies

4 M€ Plan collèges numériques

+ de 40 M€ Restauration & hébergement

Compte administratif 2014

ÉVÉNEMENT

Une Charte "équité et solidarité" pour les collèges - 1er Juillet 2015

La Direction des Collèges a présenté, devant les 104 collèges, le canevas de la « Charte de la restauration ». Cette Charte, co-construite avec 26 collèges volontaires via des groupes réguliers de réflexion composés de 23 binômes, vise à optimiser la qualité et la sécurité alimentaire. Le 9 décembre 2015, cette charte sera présentée et remise en fin de séance au Président.

DU MONDIAL...

Objectifs de développement durable

• ODD 2. « Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable »,
• ODD 4. « Garantir une éducation de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous ».

[Programme des Nations Unies pour le développement]

...AU LOCAL

Objectifs Départementaux

• Poursuivre le plan Collèges Numériques en concertation avec le Rectorat et les Etablissements Publics Locaux d'Enseignement (EPLE),
• Participer au déploiement d'une politique de restauration collective ambitieuse,
• Favoriser le bien vivre au collège.

ORIENTATIONS POLITIQUES AU REGARD DES FINALITÉS DU DD

Garantir un accès équitable et solidaire pour tous à l'éducation — Cohésion

Piloter la concertation pour chaque projet engagé — Gouvernance

Conduire une politique de restauration homogène, responsable et locale — Modes de consommation et de production

Promouvoir une démarche qualité dans la gestion de l'énergie — Climat

Favoriser le bien-être, la citoyenneté et le savoir vivre ensemble au collège — Epanouissement

Susciter des pratiques respectueuses de la santé et de l'environnement — Biodiversité

CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT VIA L'ACTE 3 DE L'AGENDA 21

QUELQUES EXEMPLES DE RÉALISATIONS RÉCENTES

Défi Prioritaire Capacité alimentaire

Restauration scolaire

La politique de restauration scolaire vise à favoriser l'utilisation de produits biologiques et locaux, donc à soutenir indirectement l'agriculture durable. Cette action explicite se double d'un accompagnement des collèges à lutter contre le gaspillage alimentaire tout en gérant les bio-déchets. A ce jour, deux collèges sont certifié labellisés BIO engagés. Un soutien aux familles les plus modestes est effectué à travers les bourses afin de réduire les inégalités face aux frais de scolarité.

81 collèges adhèrent au groupement d'achat mutualisé

Objectif : Bien-être pour tous

Gouvernance, concertation & autonomie des collèges

Le Département soucieux de la qualité des relations avec ses partenaires positionne sa gouvernance comme un enjeu fort. Aujourd'hui, selon l'avis des partenaires, sa gouvernance est structurée et efficace. Le portage et l'animation politique de cette gouvernance participe à son bon fonctionnement. Ainsi, pour toutes actions en faveur des collégiens et des collèges, le Département met en place des réunions de concertation et associe tous ses partenaires, avec les membres de la communauté éducative et les élus, le cas échéant.

+ de 2 500 participants aux réunions de concertation

Défi Mobilités choisies

Liberté de choix de ses parcours de vie (activités, habitat, transports...)

Plan collèges numériques

Ce plan consiste à doter les collèges de la Gironde d'un accès à Internet à haut débit, d'un réseau informatique complet et adapté, et d'équipements informatiques homogènes et performants.

100% des collèges connectés en haut débit

Défi Autonomie Energétique

Contrat de chauffage

Ce contrat prévoit le renouvellement des installations techniques de l'ensemble des collèges de la Gironde intégrant un plan de progrès de préservation de l'environnement et d'économies de ressources. Les consommations sont maitrisées à travers la mise en place de la télérelève, dans une partie des collèges avec une prévision d'atteindre 100% des établissements d'ici fin 2015. Depuis 2007, l'émission des gaz à effet de serre ont été réduits de 22 %.

Economies de CO_2 **1 500 T** par an

PÉRIMÈTRE

La politique de mobilités cherche à favoriser l'intermodalité et les mobilités douces. Elle crée les conditions d'une modification profonde des comportements en proposant des alternatives à l'usage individuel de la voiture que ce soit pour les trajets domicile-travail comme, en proximité, pour l'ensemble des déplacements quotidiens des Girondins.

CHIFFRES CLÉS

79 lignes de car régulières toute l'année

73 aires de covoiturages 2015

TARIF UNIQUE **2,60 €** par voyage en TransGironde

350 kms de pistes cyclables

4,9 M de voyages par an

ÉVÉNEMENT

Semaine européenne de la mobilité

Depuis 10 ans, le Département mène à la rentrée scolaire une campagne de promotion de la mobilité durable dans le cadre de la Semaine Européenne de la Mobilité qui se déroule chaque année du 16 au 22 septembre. Pour permettre aux Girondins de tester les cars TransGironde, le Département offre des allers-retours gratuits utilisables tout au long de la semaine, sur l'ensemble des lignes du réseau TransGironde.

DU MONDIAL...

Objectif de développement durable

• ODD 7. « Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables, modernes et abordables ».

[Programme des Nations Unies pour le développement]

...AU LOCAL

Objectif Départemental

• Promouvoir la mobilité durable

ORIENTATIONS POLITIQUES AU REGARD DES FINALITÉS DU DD

Equilibrer l'offre de mobilité sur tout le territoire

Engager un dialogue avec les partenaires locaux pour tous les projets

Créer les conditions du changement de comportement vers des mobilités douces

Adopter une politique de transports moins carbonés

Permettre l'accessibilité à tous les services publics

Poursuivre et *améliorer* l'information des usagers sur la biodiversité et la richesse des milieux traversés

CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT VIA L'ACTE 3 DE L'AGENDA 21

QUELQUES EXEMPLES DE RÉALISATIONS RÉCENTES

Défi Prioritaire
Capacité alimentaire

Budget transport des Girondins réduit

Chaque Girondin fait en moyenne 40 à 50 km par jour pour ses trajets domicile-travail. Avec l'augmentation du prix des énergies, fossiles notamment, la part transport pèse de plus en plus sur les budgets des ménages, souvent au détriment de la part alimentation. La politique du Département vise à réduire ce budget transport pour une meilleure qualité de vie.

Abonnement TransGironde **34,67 €** par mois

Objectif : Bien-être pour tous

Covoiturage

Afin de fluidifier les trafics et limiter la pollution atmosphérique, le Département crée des aires de covoiturages et développe ainsi un maillage du territoire. Actuellement, il existe 73 aires de covoiturages, soit plus de 1 320 places en Gironde avec un taux d'occupation moyen de 50 %. Actuellement, 3 aires sont en cours de réalisation et 33 aires sont en projet.

5 380 kms évités par covoiturer et par an, soit 1,4 T eqCO2

Défi
Mobilités choisies
Liberté de choix de ses parcours de vie (activités, habitat, transports...)

Transgironde proximité

En complément des lignes régulières du réseau TransGironde, et dans les zones non desservies ou peu desservies par le réseau, le Département, en partenariat avec 17 Communautés de Communes volontaires, a mis en place un service de transport à la demande accessible aux personnes à mobilité réduite afin de désenclaver les territoires et de rompre l'isolement des personnes fragilisées.

VOYAGES **37 267** (2014) **19 618** (1er semestre 2015)

Défi
Autonomie
Energétique

Mobilité durable en interne et en externe

En 2014, le Département s'est inscrit au Challenge de la Mobilité d'Aquitaine. Le principe de ce challenge est de favoriser les déplacements domicile-travail par d'autres moyens que la voiture solo en incitant les salariés à renseigner leur mode de transport ainsi que la distance parcourue. Ce sont plus de 500 agents qui ont inscrits leur trajet. L'opération a été renouvelée en 2015.

1er au challenge de la mobilité d'Aquitaine en 2014

PÉRIMÈTRE

Le Département conforte l'accès aux droits par une communication concourant à une meilleure lisibilité de ses services par le déploiement du très haut débit et par la démocratisation des usages numériques. Au travers de sa communication, le Département a la volonté de mettre à disposition des Girondins une information accessible et de qualité leur permettant d'exercer leur citoyenneté. Il veille à l'équipement en haut et très haut débit de l'ensemble des territoires girondins. Il développe une offre de services et d'outils, favorise le partage de la connaissance, et participe à l'Open Data en rendant ses informations publiques accessibles et réutilisables sur le portail datalocal.fr. Il soutient des expériences innovantes. Enfin, le Département se mobilise en faveur du numérique éco-responsable.

CHIFFRES CLÉS

4 500 postes informatiques internes (2014)

270 000 visites par mois sur les sites web du Département (2014)

Dématérialisation **1 865 049** pages économisées (Depuis 2010)

171 services du Département connectés au haut débit (2014)

3 Millions d'appels téléphoniques reçus par an (2014)

BUDGET CLÉ

44,8 M€
1ère phase de la mise en place du réseau de communication très haut débit

Compte administratif 2014

ÉVÉNEMENT

Les délibérations complètes du Département en accès libre

Les délibérations complètes du Département sont mises à disposition des citoyens sur le site internet de l'institution.

Retransmission des séances plénières en direct et en différé

Depuis juin 2015, les échanges des séances plénières du Conseil départemental sont diffusés en direct sur le site internet et accessible à tout moment.

DU MONDIAL...

Objectif de développement durable

• ODD 17. « Renforcer les moyens du partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser ».

[Programme des Nations Unies pour le développement]

...AU LOCAL

Objectif Départemental

• Affirmer la communication départementale comme vecteur d'accès aux droits afin de conforter le service public de proximité,
• Offrir et garantir davantage de services numériques en misant sur l'agilité dans un environnement budgétaire contraint.

ORIENTATIONS POLITIQUES AU REGARD DES FINALITÉS DU DD

- *Assurer* une information utile et largement accessible
- *S'engager* contre la fracture numérique

- *Associer* les citoyens à la politique de communication
- *Travailler* avec les territoires en faveur du développement numérique

Conforter la lisibilité des engagements responsables du Département dans l'organisation de ses manifestations

Accroître la réduction des impacts énergétiques de la politique numérique

Conforter l'accès aux droits par la communication concourant à une meilleure lisibilité des services du Département
Garantir l'inclusion numérique de tous

Poursuivre l'utilisation de papier recyclé et *organiser* le recyclage des déchets numériques

CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT VIA L'ACTE 3 DE L'AGENDA 21

QUELQUES EXEMPLES DE RÉALISATIONS RÉCENTES

Défi Prioritaire Capacité alimentaire

Exemplarité des événements

Conscient de son rôle incitateur, le Département privilégie la sélection de produits en circuits courts et de fruits de saison dans son marché fournisseur - traiteur. Pour exemple, afin de promouvoir les produits locaux dans ses marchés publics de boissons non alcoolisés, le Département axe ses commandes sur des jus de poires, raisin ou pommes.

300 événements par an

Objectif : Bien-être pour tous

Développement du numérique, haut débit et très haut débit

La Gironde a opté très tôt pour l'équité territoriale en développant un important réseau de communication Très Haut Débit. L'objectif fort est de maintenir des territoires attractifs, de favoriser l'e-inclusion et le développement économique. C'est ainsi qu'en équipant en fibre optique tous ses sites distants des zones d'activité économique, des établissements publics et en garantissant à chaque citoyen la possibilité d'accéder à Internet Haut Débit, la Gironde se positionne comme animateur des solidarités humaines et territoriales.

85 zones d'activités économiques raccordées en fibre optique

Défi Mobilités choisies

Liberté de choix de ses parcours de vie (activités, habitat, transports...)

Téléservices

Le Département s'est doté de compétences humaines, de méthodes et d'outils nécessaires pour être autonome dans le développement de solutions digitales et accompagner ainsi la révolution numérique, avec la réactivité attendue. Elle offre ainsi une simplicité et une rapidité de développement technique et de mise en ligne, de maintenance et d'interopérabilité des services numériques et une mutualisation possible avec d'autres collectivités.

40 téléservices numériques accessibles pour les girondins

Défi Autonomie Energétique

Réhabilitation des salles informatiques

Véritable enjeu économique et écologioque pour le Département, la réduction de la consommation énergétique est un objectif à atteindre malgré la croissance continue du système d'information. Ainsi, le Département procède à la virtualisation de ses serveurs (99 %) et à l'urbanisation de ses salles serveurs afin de réduire la consommation énergétique.

Consommation énergétique
50 KVA en 2009
32 KVA en 2015

13 Promotion de la santé et protection de l'enfance

Commission – 22. Politique de la promotion de la santé et protection de l'enfance

PÉRIMÈTRE

La promotion de la santé se décline par un service public de santé, accessible en proximité, intervenant gratuitement, à des périodes cibles de l'existence. Une stratégie d'universalisme proportionné et une réponse toujours individualisée. Un rôle de continuité dans les parcours.

La protection de l'enfance a pour but de prévenir les difficultés auxquelles les parents peuvent être confrontés dans l'exercice de leurs responsabilités éducatives : organiser le recueil des informations préoccupantes et le signalement des enfants en danger, poursuivre les opérations de prévention et favoriser des interventions adaptées aux besoins des enfants pris en charge en protection de l'enfance.

CHIFFRES CLÉS

26 000 enfants accueillis en PMI 2014

22 centres de planification familiale

3 688 enfants accueillis en dispositif de protection 2014

10 000 enfants bénéficient d'un soutien à domicile 2014

BUDGETS CLÉS

177,57 M€
Protection de l'enfance

1,9 M€
Promotion de la santé hors mode d'accueil

Compte administratif 2014

ÉVÉNEMENT

5ème Conférence de l'Observatoire départemental de protection de l'enfance

La conférence annuelle permet à l'Observatoire de donner ses recommandations et de travailler sur un thème déterminé en regroupant tous les professionnels oeuvrant dans ce champ.
Le nombre de participants augmente d'année en année, passant de 250 en 2009 lors de l'installation de cet observatoire à 850 cette année en présence de Madame Geneviève Avenard défenseure des enfants.

DU MONDIAL...

Objectif de développement durable

• ODD 3. « Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge ».

[Programme des Nations Unies pour le développement]

...AU LOCAL

Objectifs Départementaux

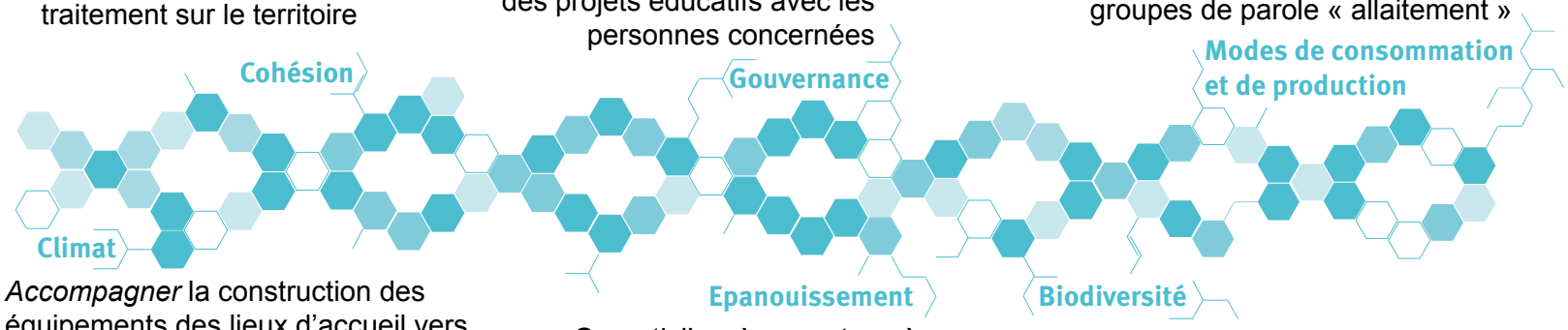
• Protéger et promouvoir la santé à des périodes clef de l'existence (pendant la grossesse, la première enfance, à l'adolescence…) et prioriser la précocité d'intervention,
• Prévenir les difficultés parentales,
• Protéger les enfants et veiller à leur apporter un accompagnement favorisant leur épanouissement et leur autonomie.

ORIENTATIONS POLITIQUES AU REGARD DES FINALITÉS DU DD

Garantir une équité de traitement sur le territoire

Favoriser la co-construction des projets éducatifs avec les personnes concernées

Promouvoir les circuits courts dans les lieux d'accueil et *soutenir* les groupes de parole « allaitement »



Accompagner la construction des équipements des lieux d'accueil vers une performance énergétique positive et *diffuser* l'information sur les risques sanitaires liés au changement climatique

Garantir l'accès pour tous à l'information en matière de santé et aux traitements

Intégrer les enjeux santé-environnement dans les milieux de vie

CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT VIA L'ACTE 3 DE L'AGENDA 21

QUELQUES EXEMPLES DE RÉALISATIONS RÉCENTES

Défi Prioritaire Capacité alimentaire

Epidémiologie et obésité

Le dépistage du surpoids et de l'obésité est étudié par le service d'épidémiologie et de statistiques depuis 2004. L'évolution a montré une tendance à la diminution de la prévalence du surpoids, excepté dans les zones d'éducation prioritaires. Durant l'année 2013/2014, 13 540 enfants ont été vus à l'école.

3,6 % des enfants sont en surpoids

Objectif : Bien-être pour tous

Assistants familiaux

Les assistants familiaux employés par le Département accueillent à leur domicile, jour et nuit, weed-end et vacances scolaires, 1 470 enfants âgés de 0 à 18 ans et des jeunes majeures de moins de 21 ans. Ces professionnels assurent une permanance relationnelle, garantissent un cadre éducatif stable et sécurisant. Ils offrent aux enfants l'attention et l'affection en les intégrant activement à la vie de la famille, et les accompagnent dans un processus d'autonomie. L'assistant familial accompagne l'enfant dans la restauration des liens avec sa propre famille.

800 assistants familiaux au Département

Défi Mobilités choisies

Liberté de choix de ses parcours de vie (activités, habitat, transports...)

Service public de proximité de santé

Le service de promotion de la santé est un service public ouvert à tous. Les prestations proposées sont gratuites.
Ce service de proximité active les ressources du territoire pour répondre aux besoins des usagers.

65 lieux de consultations de proximité

Défi Autonomie Energétique

Solidarité 2013 : renforcer les services de proximité tout en limitant l'empreinte énergétique

Des soins relationnels et de santé offerts dans 65 lieux de consultations en MDSI et antennes (22 236 actes), en permanences de puériculture (7 493 entretiens), en visites à domicile des puéricultrices (18 772), en entretiens par les psychologues de PMI (4 386).

11 bâtiments à énergie positive livrés en 2014

14 Ressources humaines, modernisation des services et dialogue social

Commissions – 23. Ressources humaines
24. Modernisation des moyens et des services

PÉRIMÈTRE

La politique des ressources humaines vise à ajuster les moyens humains aux orientations stratégiques de la collectivité en veillant à un dialogue social de qualité.

CHIFFRES CLÉS

6 500 agents

125 métiers

2ème employeur d'Aquitaine

BUDGETS CLÉS

2,8 M€
Formation

210 M€
Masse salariale

Compte administratif 2014

ÉVÉNEMENT

Schéma d'organisation et Agenda social

Afin de retranscrire la nouvelle organisation politique, le Département a décidé de réorganiser ses services administratifs en co-construisant, avec ses agents, un schéma d'organisation. Afin d'alimenter cette démarche participative, il a été proposé d'engager un Agenda Social permettant d'échanger et d'alimenter, par ce dialogue, la politique des ressources humaines et de travailler sur l'amélioration des conditions de vie au travail tout en prenant en compte les besoins et les contraintes de la collectivité.

DU MONDIAL...

Objectif de développement durable

- ODD 3. « Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge »,
- ODD 5. « Parvenir à l'égalité entre les sexes »,
- ODD 16. « Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, l'accès de tous à la justice et des institutions efficaces ».

[Programme des Nations Unies pour le développement]

...AU LOCAL

Objectif Départemental

- Privilégier le développement et la valorisation de nos ressources humaines internes,
- Ménager les conditions d'un bien-être au travail pour tous.

ORIENTATIONS POLITIQUES AU REGARD DES FINALITÉS DU DD

Favoriser l'échange et le partage de compétences

Renforcer le dialogue social

Renforcer la responsabilité sociale et environnementale de chaque agent

Poursuivre la sensibilisation-action des agents à la réduction des gaz à effet de serre

Développer la démarche santé et qualité de vie au travail

Conforter la démarche saine d'entretien des locaux

CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT VIA L'ACTE 3 DE L'AGENDA 21

QUELQUES EXEMPLES DE RÉALISATIONS RÉCENTES

Objectif : Bien-être pour tous

Santé et Qualité de Vie au Travail

Le Département s'est lancé dans une expérience unique et innovante en France sur la santé et la qualité de vie au travail. L'objectif de cette démarche est d'explorer la dimension positive de la santé au travail au-delà des risques psychosociaux en associant l'ensemble des acteurs.

79 agents concernés et impactés sur 2 sites pilotes

Défi Prioritaire
Capacité alimentaire

Restaurant inter-administratif (RIA)

Le RIA de Mériadeck confectionne chaque jour plus de 1100 repas en moyenne pour de nombreux services administratifs. Les valeurs fondamentales du RIA sont :
- d' offrir une cuisine de qualité et durable privilégiant des aliments issus de l'agriculture biologique et de proximité,
- de limiter le gaspillage alimentaire,
- d'offrir des repas à des prix raisonnables et équitables.

31 350€ dépenses en produits bio en 2014

Défi
Mobilités choisies
Liberté de choix de ses parcours de vie (activités, habitat, transports...)

Bourse aux Ingéniosités Girondines (BIG)

L'évolution rapide du contexte, de l'organisation et des métiers conduit à développer de nouveaux outils permettant l'entraide entre agents. La Bourse aux Ingéniosités Girondines est un outil numérique souple d'apprentissage collectif et d'échanges réciproques de savoirs et de savoirs-faire entre agents. C'est un Système d'Echange Local (SEL) de nos ingéniosités et de coups de pouce accessibles à tous.

94 chargés de mission formés à la BIG

Défi
Autonomie
Energétique

Télétravail

Le télétravail est un outil interne permettant la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des impacts des déplacements « domicile – travail » en terme de fatigabilité, de stress, de coûts, de temps et de risques routiers. L'étude faite au sein des télétravailleurs de la phase expérimentale (2013 – 2014) a démontré que 80 % d'entre eux découvrent de nouveaux lieux et équipes de travail du Département sur les sites les accueillant.

100 télétravailleurs

30 sites d'accueil

15 Patrimoine départemental

PÉRIMÈTRE

Le Département est propriétaire d'un important patrimoine mobilier et immobilier, la principale vocation des biens immeubles étant l'hébergement des services qui assurent les missions de service public du Département. Ce patrimoine est l'objet de travaux, actes de gestion (achats, ventes et locations) et interventions logistiques.
L'optimisation du patrimoine existant, le respect des cibles de développement durable Haute Qualité Environnementale et Insertion, le développement des économies d'énergie et la diminution des émissions des gaz à effet de serre, fixent les lignes directrices des actions menées.

CHIFFRES CLÉS

498 158 m2 hors collèges (2015)

456 sites (2015)

3 715 ha non construits espaces naturels sensibles compris (2015)

- 10,8 % par m² construit de gaz à effet de serre (2011 / 2013)

BUDGET CLÉ

3,6 M € Investis dans la performance énergétique

Compte administratif 2014

ÉVÉNEMENT

Inauguration des pôles territoriaux de solidarité

Dans le cadre du projet Solidarité 2013, 11 bâtiments à énergie positive ont été mis à disposition des services au premier semestre 2014. Deux autres ont été livrés en juillet 2015 et un le sera en décembre 2015. La surface de ces 14 bâtiments représente 24 000 m2. Les quatre derniers pôles (Lormont, Bordeaux, Langon, Mérignac) sont en cours d'étude.

DU MONDIAL...

Objectif de développement durable

• ODD 11. « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables »,
• ODD 13. « Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions ».

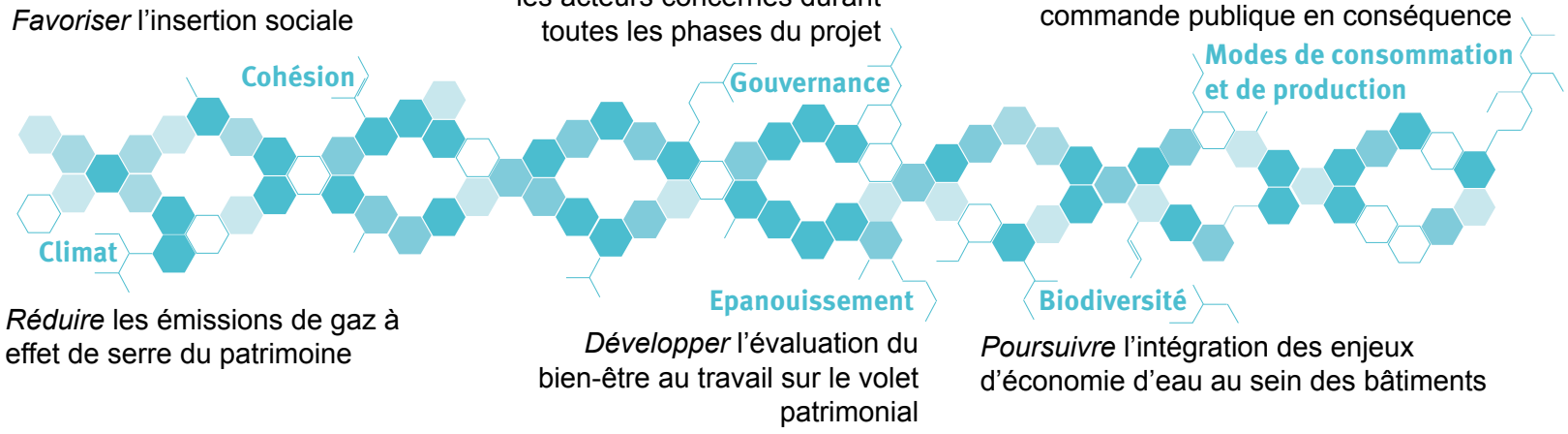
[Programme des Nations Unies pour le développement]

...AU LOCAL

Objectif Départemental

• Améliorer la gestion du patrimoine départemental en tenant compte du confort des agents, de la consommation des ressources et des besoins sur les territoires.

ORIENTATIONS POLITIQUES AU REGARD DES FINALITÉS DU DD



CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT VIA L'ACTE 3 DE L'AGENDA 21

QUELQUES EXEMPLES DE RÉALISATIONS RÉCENTES

Défi Prioritaire Capacité alimentaire

Espaces de partage alimentaire

Dans la gestion de son patrimoine et de sa responsabilité sociale, le Département met à disposition des espaces de partage et de rencontres via des actions sur la capacité alimentaire. Pour exemple, la MDSI de Créon et la MDSI de Cadillac ont mis en place des jardins collectifs sur leur site afin de faciliter le lien social avec les personnes isolées et entre les parents et les enfants.

Objectif : Bien-être pour tous

Clauses d'insertion

Le Département met en oeuvre une politique volontariste en matière de clauses d'insertion afin de former et de favoriser l'accès à un emploi durable à des personnes qui en sont éloignées. Pour le programme Solidarité 2013, le taux de réalisation de l'insertion a été de 45 616 heures de travail sur cette opération, et sera de 37 720 heures sur toute la durée de son contrat de maintenance.

11 936 heures d'insertion professionnelle

Défi Mobilités choisies

Liberté de choix de ses parcours de vie (activités, habitat, transports...)

Pool véhicules

87 des 388 véhicules (420 en 2012) sont gérés par le «Pool véhicules». 74 % de ces véhicules sont propres (émissions CO2 < 120g / km) et 67 % ont moins de 5 ans. En 2014, le pool a procédé à l'achat de 62 vélos dont 2 électriques et le parking vélo a récemment été agrandi pour encourager les mobilités douces.

15 % de véhicules électriques au sein du pool véhicules

Défi Autonomie Energétique

Marché public de performance énergétique

Le principe d'un marché public de performance énergétique est d'investir en fixant une performance sur laquelle l'entreprise s'engage obtenant une perte ou un profit au regard du degré d'atteinte du résultat.

Bilan des émissions de gaz à effet de serre

Cette année, le bilan des émissions de gaz à effet de serre est en cours d'actualisation avec les données 2014. Il est réalisé pour la première fois en interne.

Immeuble SOLIDARITE : - 30 % de consommation énergétique